

AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

Département(s) de publication : 6

Annonce No 18-118000

Services

- Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : CCAS de Nice.

Correspondant : Mme La Vice-Présidente, 4 Place Pierre Gauthier 06364 Nice Cedex 4, tél. : 04-93-13-51-00, télécopieur : 04-93-13-52-22, courriel : dao@nicecotedazur.org adresse internet : <http://www.e-marches06.fr>.

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.

Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur : Services généraux des administrations publiques.

Objet du marché : location de matériel médical.

Catégorie de services : 27.

CPV - Objet principal : 33100000.

Lieu d'exécution : établissement gérés par le CCAS de Nice.

Code NUTS : FRL03.

L'avis implique l'établissement d'un accord-cadre.

Accord-cadre avec un seul opérateur.

Durée de l'accord-cadre : 48 mois.

Caractéristiques principales :

La consultation a pour objet : location de matériel médical pour les établissements gérés par le CCAS de NICE.

La présente consultation est lancée suivant la procédure adaptée ouverte en application de l'article 27 du décret no2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux) : les prestations feront l'objet d'un accord-cadre avec bons de commande en application des articles 78 et 80 du décret no2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Les montants minimum et maximum pour chaque période sont :

- montant minimum (H.T.) : 5 000,00 euros.
- montant maximum (H.T.) : 40 000,00 euros.

Durée : La durée initiale est de 1 an(s).

L' Accord-Cadre avec bons de commande pourra faire l'objet de 3 reconduction(s) sans que sa durée totale ne puisse excéder 4 an(s). La reconduction est expresse.

Options : descriptions concernant les achats complémentaires : des modifications des marchés en cours d'exécution (article 139 du Décret no2016-360 du 25 mars 2016), et/ou des marchés de prestations similaires (article 30 du Décret no2016-360 du 25 mars 2016) pourront être conclus, dans le respect des seuils de mise en concurrence visés à l' article 42 de l'ordonnance no 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.

Nombre de reconductions éventuelles : 3.

Refus des variantes.

La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC : non.

Prestations divisées en lots : non.

Cautionnement et garanties exigés : néant.

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent : financement du marché : fonds propres.

- prix : révisable.

- modalités de règlement des prestations : selon les règles de la comptabilité publique et celles prévues par le décret no2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et par mandat administratif.

- délai global de paiement : 30 jours à compter de la réception de la facture.

- comptable assignataire : M. L'administrateur des finances publiques.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : solidaire ou conjoint.

L'exécution du marché est soumise à d'autres conditions particulières : non.

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature : français.

Unité monétaire utilisée, l'euro.

Conditions de participation :

Situation juridique - références requises : cf. article 5.1.1 du Règlement de Consultation.

Capacité économique et financière - références requises : critères de sélection tels que mentionnés dans les documents de la consultation

Référence professionnelle et capacité technique - références requises : critères de sélection tels que mentionnés dans les documents de la consultation.

La prestation n'est pas réservée à une profession particulière.

Marché réservé : non.

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON

Critères d'attribution :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif).

Une enchère électronique ne sera pas effectuée.

Type de procédure : procédure adaptée.

Date limite de réception des offres : 21 septembre 2018, à 12 heures.

Délai minimum de validité des offres : 4 mois à compter de la date limite de réception des offres.

Autres renseignements :

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice :

CCAS-18-0045.

Renseignements complémentaires :

a. Négociation :

Une phase de négociation des offres est prévue avec les soumissionnaires dont les offres, à l'issue d'une première analyse, ont été jugées les meilleures en application des critères de sélection des offres. Toutefois, l'acheteur se réserve la possibilité d'attribuer le marché ou l'accord-cadre avec bons de commandes sur la base des offres initiales sans négociation.

b. Conditions de remise des plis cf. Article 7 du Règlement de Consultation.

Date limite d'obtention : 21 septembre 2018, à 12 heures.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 22 août 2018.

Adresse à laquelle les offres/candidatures/projets/demandes de participation doivent être envoyés :
Centre communal d'action sociale de Nice - Direction des Contrats publics.

45 Rue Gioffredo, 06364 Nice Cedex 4, , tél. : 04-97-13-44-70, , télécopieur : 04-97-13-29-19,
adresse internet : <http://www.e-marches06.fr>.

Adresse auprès de laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus :
Uniquement par la plateforme ou par mail à :

courriel : dao@nicecotedazur.org, adresse internet : <http://www.e-marches06.fr>.

Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus : Centre communal d'action sociale
de Nice - Cellule Marchés Publics.

4 Place pierre gautier, 06364 Nice Cedex 4, , tél. : 04-97-13-28-22, ,

courriel : dao@nicecotedazur.org, adresse internet : <http://www.e-marches06.fr>.

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Nice 33 Bd Franck Pilatte -
B.P. 4179 06359 Nice Cedex 4, tél. : 04-92-04-13-13, courriel : greffe.ta-nice@juradm.fr.

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours : nous vous informons que vous pouvez introduire un référé précontractuel conformément aux dispositions de l'article L 551-1 du code de justice administrative dans un délai de sept jours à compter de l'envoi du courrier d'information au(x) candidat(s) non retenus(s) avant la conclusion du contrat. Vous disposez également d'un délai de recours pour excès de pouvoir, dans les deux mois à compter de la réception du courrier d'information au(x) candidat(s) non retenus(s) conformément à l'article R 421-1 du code

de justice administrative, pouvant être assorti d'un référé suspension prévu à l'article L 521-1 du code de justice administrative. Vous pouvez enfin exercer un recours contre la validité du contrat dans les deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution. L'instance chargée des procédures de recours est le tribunal administratif de Nice.

Mots descripteurs : Location (matériels), Matériel médical.